



Régions Départementales

NOS ADOS SONT PLUS SAGES qu'on ne le croit

Marc ARMOR | France-Antilles Guadeloupe | 20.11.2010



(Roberto Birhus)

Nos adolescentes ne se prostituent pas. Mais leur sexualité confronte nos jeunes à d'autres risques, et ils sont nombreux.

Les rumeurs récurrentes selon lesquelles de jeunes adolescentes se livreraient à la prostitution ont conduit l'Union départementale des associations familiales de Guadeloupe à commanditer une étude sociologique. Françoise Guillemaut, docteur en sociologie, a réalisé en cette occasion un travail de fond sur nos jeunes et leur santé sexuelle, qui tient en un ouvrage de 170 pages (1).

Si, sur l'éventuelle prostitution (lire ci-dessous), ses conclusions sont plutôt rassurantes, Françoise Guillemaut soulève d'autres questions, touchant aux risques sexuels, qui ne manquent pas d'interpeller ses lecteurs.

« D'autres risques, plus graves, sont associés à l'entrée dans la sexualité », remarque Mme Guillemaut, qui cite non seulement les violences à caractère sexuel, mais encore les infections sexuellement transmissibles (IST), les grossesses et les interruptions volontaires de grossesse (IVG). Or, ces risques sont parfois méconnus, souvent mal documentés. Ainsi, « les violences à caractère sexuel, les relations sexuelles forcées, les viols et viols en réunion, touchent probablement plus de jeunes filles que celles qui se prêtent à ces jeux dangereux que sont le « sexting » (échange de photos explicites par téléphone portable) et les échanges économico-sexuels. Et il est certain que les conséquences en sont plus graves. Mais ces violences sont souvent méconnues, mal définies par les professionnels eux-mêmes, qui connaissent souvent mal le droit en la matière. »

Créer des lieux d'écoute

Autres risques indéniables, ceux qui touchent aux IST, IVG, sida et contraception. « Sur ces sujets, le niveau de vigilance et de connaissance des jeunes est élevé, note Mme Guillemaut. Toutefois, des carences existent au niveau des réponses apportées aux jeunes en général, et singulièrement aux filles. Les lieux d'accueil en matière d'écoute, de contraception - y compris d'urgence -, de suivi gynécologique sont notoirement insuffisants, et les garçons ne les fréquentent pas, ou très peu. Les préservatifs sont difficilement accessibles, et le dépistage du VIH et des IST chez les jeunes reste insuffisant. » La sociologue prône la création de lieux d'écoute, des lieux « souples, décentralisés, polyvalents, avec des horaires d'ouverture adaptés aux jeunes », et qui puissent leur apporter des réponses concrètes en terme de contraception, accès aux préservatifs, suivi

gynécologique et dépistage.

Plus globalement enfin, Françoise Guillemaut remarque que « la précarité des jeunes filles est une réalité. Et elle en conclut que « l'une des préoccupations majeures réside dans la nécessité d'améliorer les connaissances en matière de construction des rapports sociaux de sexe afin de pouvoir mieux lutter contre les violences et abus, perpétrés le plus souvent contre les filles, alors même que ce sont elles qui sont le plus contrôlées en matière de sexualité » .

Cette enquête incite l'UDAF à mettre en oeuvre diverses initiatives, comme l'a expliqué son président, Alexis Maturin, qui affirme qu'il « faut faire découvrir aux jeunes les risques de leur sexualité » et que « l'éducation sexuelle des enfants passe par les parents » . Au programme de l'Union figure, notamment, la mise en place de groupes de paroles, animés par des professionnels à l'Union départementale des associations familiales.



De nombreux risques sont associés à la sexualité des adolescents, souvent à raison : violences, interruptions volontaires de grossesses, infections, etc. En revanche, la prostitution, en tout cas au sens strict, ne semble concerner que quelques cas très isolés de jeunes filles. (Roberto Birhus)



Pour Françoise Guillemaut, l'une des priorités est « d'améliorer les connaissances en matière de construction des rapports sociaux de sexe afin de pouvoir mieux lutter contre les violences et abus, perpétrés le plus souvent contre les fille » . (Roberto Birhus)

(1) Jeunes et santé sexuelle, Études et recherches : familles guadeloupéennes (édité par l'UDAF).

- DÉVIANCES - Pas de prostitution juvénile, mais...

De loin en loin, des affaires de prostitution de mineures sont rapportées, aux alentours de tel ou tel établissement scolaire. « Un mythe alimenté par la rumeur » , affirme Françoise Guillemaut à l'issue de son étude.

Mme Guillemaut a posé la question de la prostitution juvénile à tous ses interlocuteurs et « obtenu systématiquement des réponses négatives » . Elle remarque également « qu'aucun signalement de prostitution de mineur n'a été enregistré ni par la police, ni par les parquets » . Elle affirme par ailleurs que ses investigations sur le terrain de la prostitution de rue « montrent qu'il n'y a que deux femmes d'origine guadeloupéenne qui la pratiquent » . À son sens, elles seraient plus nombreuses si elles avaient commencé dès le lycée.

Pas de prostitution juvénile, donc. En revanche, « une toute petite minorité de jeunes filles, entre 15 et 18 ans, pratique des échanges économique-sexuels informels avec des hommes plus âgés qu'elles (entre 20 et 30 ans). Il ne s'agit pas de prostitution au sens habituel du terme, mais d'arrangements ponctuels qui peuvent être vécus comme valorisants pour une jeune fille. Cette sexualité contre compensation n'est pas vécue par les jeunes filles comme un traumatisme, mais comme une source de confort matériel et comme une valorisation sociale personnelle. Enfin, certaines ont pu trouver un job par le biais d'une relation de ce type. »

Mme Guillemaut note enfin que « la pratique des échanges économique-sexuels est rendue possible par le fait que les hommes estiment souvent qu'il est normal de solliciter les femmes jusqu'à ce qu'elles cèdent, y compris en proposant des cadeaux ou des aides matérielles. »

- REPÈRES

Les garçons guadeloupéens plus précoces



Entre 14 et 15 ans, un tiers des jeunes de Guadeloupe ont eu une première expérience sexuelle. Entre 15 et 18 ans, cette proportion atteint 55% pour les garçons et 30% pour les filles. À 20 ans, enfin, 70% des filles et 90% des garçons ont une vie sexuelle. Avant 14 ans, seule une petite minorité (10%) découvre la sexualité génitale. Pas de grosse différence avec l'Hexagone, si ce n'est que « les garçons guadeloupéens sont plus précoces que les métropolitains (de 2 à 3 ans), alors que l'entrée des Guadeloupéennes dans la sexualité est plus tardive que celle des métropolitaines » .

15% de rapports forcés

15% des jeunes filles interrogées - et 2,3% des garçons - ont été victimes de rapports sexuels imposés. Pour les jeunes filles, ces rapports ont été imposés, dans les trois quarts des cas, par des jeunes, le plus souvent de leur connaissance. Dans l'ensemble, 84% des rapports forcés ont été imposés par un homme connu, jeune ou adulte, de la famille ou pas. Les situations d'inceste sont déclarées par 4,5% des filles.

Des préservatifs « de temps en temps »



Le recours au préservatif est loin d'être systématique. 35% des jeunes interrogés déclarent y avoir toujours recours. Mais 55% ne l'utilisent que de temps en temps et 8,6% jamais. Parmi les raisons invoquées, outre « la confiance dans le partenaire » , les difficultés d'accès à ce moyen de protection sont invoquées dans 15 à 23% des cas.